

**LE CONTRAT LOCAL DE SECURITE (CLS) COMME OUTIL DE PREVENTION
ET DE GESTION DE LA DELINQUANCE ET DE LA CRIMINALITE : CAS DU CLS
DE LA COMMUNE DE LINGUERE AU SENEGAL**

**THE LOCAL SECURITY CONTRACT (CLS) AS A TOOL FOR PREVENTING AND
MANAGING DELINQUENCY AND CRIME: THE CASE OF THE CLS IN THE
MUNICIPALITY OF LINGUERE, SENEGAL**

SEMOU SOW

Enseignant – Chercheur ESEA / UCAD

Semou1.sow@ucad.edu.sn

RESUME

Face à la montée des défis sécuritaires dans les villes intermédiaires africaines, le Sénégal a engagé depuis les années 2010 une réorientation profonde de sa gouvernance sécuritaire, fondée sur une approche territorialisée et partenariale. Cet article analyse le processus de conception et de mise en œuvre du Contrat Local de Sécurité (CLS) dans la commune de Linguère, à travers le prisme de la Stratégie de Gouvernance Sécuritaire de Proximité (GSP) pilotée par l'Agence d'Assistance à la Sécurité de Proximité (ASP). S'appuyant sur un diagnostic local de sécurité (DLS) conduit auprès de 423 ménages, l'étude mobilise une approche mixte combinant enquête quantitative, entretiens individuels et groupes de discussion. Les résultats révèlent que si 58,4 % des résidents perçoivent leur commune comme sûre, 37 % déclarent avoir été victimes d'un acte de délinquance dans les douze mois précédant l'enquête, le vol simple et le vol de bétail constituant les formes dominantes de délinquance. L'analyse met en évidence des disparités spatiales et de genre significatives dans la victimisation et la perception de l'insécurité. En s'ancrant dans les théories de la gouvernance multi-niveaux, de la co-production des services publics et de la sécurité communautaire, l'étude démontre que le CLS constitue un dispositif hybride articulant prévention situationnelle, mobilisation sociale et contractualisation institutionnelle.

Mots-clés : sécurité de proximité ; contrat local de sécurité ; gouvernance partenariale ; délinquance ; diagnostic local.

ABSTRACT

Faced with rising security challenges in intermediate African cities, Senegal has since the 2010s engaged in a profound reorientation of its security governance, based on a territorialized and partnership-driven approach. This article analyzes the design and implementation process of the Local Security Contract (CLS) in the municipality of Linguère, through the lens of the Proximity Security Governance Strategy (GSP) led by the Proximity Security Assistance Agency (ASP). Drawing on a local security diagnostic (DLS) conducted among 423 households, the study uses a mixed-methods approach combining quantitative surveys, individual interviews, and focus groups. Results reveal that while 58.4% of residents perceive their municipality as safe, 37% report having been victimized in the twelve months preceding the survey, with simple theft and livestock theft as dominant forms. The analysis highlights significant spatial and gender disparities in victimization and perceptions of insecurity. Anchoring its discussion in theories of multi-level governance, co-production of public services, and community security, the article demonstrates that the CLS constitutes a hybrid instrument articulating situational prevention, social mobilization, and institutional contracting.

Keywords: community policing; local security contract; partnership governance; delinquency; security diagnostic.

1. Introduction

Les mutations socioéconomiques, démographiques et technologiques du XXI^e siècle ont profondément reconfiguré les défis sécuritaires dans les pays du Sud global. En Afrique subsaharienne, la croissance urbaine accélérée, la pauvreté structurelle et l'émergence de nouvelles formes de délinquance ont mis à l'épreuve les modèles traditionnels de gouvernance sécuritaire fondés sur la primauté des forces étatiques centralisées (Bénit-Gbaffou, 2011 ; Lund, 2006). Ces transformations ont suscité un intérêt croissant pour les approches de sécurité communautaire et de police de proximité, reconnues comme des leviers essentiels de la prévention de la criminalité et du renforcement de la cohésion sociale (Frühling, 2012 ; Goldstein, 1990).

Dans ce contexte, le Sénégal a engagé, dès la fin des années 2000, une réforme structurelle de son dispositif sécuritaire, matérialisée par la création de l'Agence d'Assistance à la Sécurité de Proximité (ASP) en 2013 et l'adoption d'une Stratégie de Gouvernance Sécuritaire de Proximité (GSP). Cette stratégie repose sur le triptyque diagnostic-contrat-évaluation, en mobilisant des outils comme le Diagnostic Local de Sécurité (DLS) et le Contrat Local de Sécurité (CLS). Ces instruments s'inscrivent dans une tendance internationale plus large vers la décentralisation et la co-production des politiques sécuritaires (Ostrom, 1996 ; Bayley & Shearing, 1996).

Cet article présente les résultats d'une expérimentation menée dans la commune de Linguère, chef-lieu du département du même nom dans la région de Louga. Ville intermédiaire à dominante agropastorale, Linguère offre un terrain d'étude pertinent pour analyser les dynamiques sécuritaires hors des grandes métropoles, encore peu documentées dans la littérature africaine sur la sécurité urbaine. L'objectif central de cet article est double : analyser le processus méthodologique de construction du DLS et du CLS, et en interroger les fondements théoriques et les effets pratiques en lien avec les théories contemporaines de la gouvernance sécuritaire.

Plusieurs modèles théoriques ont été mobilisés dans le cadre de cette étude. Le premier fait référence à la sécurité publique a longtemps été conçue comme un monopole régalien de l'État, incarné par la police et la gendarmerie. Ce paradigme, hérité des modèles coloniaux dans les pays africains et formalisé par Weber (1919) dans sa théorie du monopole de la violence légitime, a progressivement montré ses limites face à la complexification des risques sécuritaires urbains (Loader & Walker, 2007). La criminologie situationnelle (Clarke, 1980) et la théorie des fenêtres brisées (Wilson & Kelling, 1982) en postulant que la prévention de la

**LE CONTRAT LOCAL DE SECURITE (CLS) COMME OUTIL DE PREVENTION ET DE GESTION
DE LA DELINQUANCE ET DE LA CRIMINALITE : CAS DU CLS DE LA COMMUNE DE
LINGUERE AU SENEGAL**

délinquance ne relève pas seulement de la répression mais aussi de la gestion de l'environnement social et physique, en ont constitué les premières réflexions théoriques majeures,

Le second modèle convoque la notion de community policing, élaborée à partir des travaux de Goldstein (1990) et popularisée dans les années 1990, a marqué un tournant paradigmatique en conceptualisant la police non plus comme seul acteur de la sécurité, mais comme un partenaire parmi d'autres dans un écosystème de gouvernance sécuritaire. Cette approche repose sur trois piliers : la résolution des problèmes (problem-oriented policing), le partenariat communautaire et la prévention proactive. Elle a été abondamment diffusée dans les pays en développement via des programmes de coopération internationale (Frühling, 2012 ; Hills, 2012).

Comme autre modèle théorique, la gouvernance multi-niveaux développée par Marks & Hooghe (2004) fournit un cadre analytique pertinent pour comprendre le CLS sénégalais. Ce concept désigne un arrangement institutionnel dans lequel la production des politiques publiques n'est plus le fait d'un seul niveau de gouvernement, mais résulte d'interactions entre acteurs étatiques, locaux, communautaires et parfois privés. Appliquée à la sécurité, elle implique une redistribution des responsabilités entre l'État central, les collectivités territoriales et la société civile (Loader, 2000).

C'est dans ce même sens que la théorie de la co-production dans la gestion des services publics développée par Ostrom (1996) est aussi particulièrement appropriée dans cette recherche. Elle désigne en effet, le processus par lequel les citoyens participent activement à la production des services dont ils bénéficient, en complément de l'action des agents institutionnels. Appliquée à la sécurité, la co-production implique que les communautés ne sont pas de simples bénéficiaires passifs de la police, mais des contributeurs actifs à leur propre sécurité (Brandsen & Honingh, 2016 ; Bovaird, 2007). Les comités de vigilance, les délégués de quartiers et les « bajenou gox » mobilisés dans le CLS de Linguère s'inscrivent précisément dans cette logique.

De même, la théorie de l'analyse des instruments d'action publique de Lascoumes et Le Galès (2004) permet de saisir la spécificité du Contrat Local de Sécurité en tant que dispositif hybride mais aussi mécanisme de coordination entre acteurs aux intérêts et aux ressources hétérogènes. Ces dispositifs et mécanismes traduisent un mode de gouvernance négociée qui demeure caractéristique des nouvelles formes de régulation publique (Salamon, 2002). En France, les CLS ont été institués par la circulaire du 28 octobre 1997 et analysés par Donzelot & Wyvekens (2004) comme des espaces de recomposition de l'action publique locale en matière de sécurité.

En Afrique francophone, leur transposition reste peu documentée, à l'exception de travaux récents sur le Bénin (Houessou, 2020) et le Maroc (Benali & Ouali, 2021). L'expérience sénégalaise avec l'ASP représente donc une contribution empirique originale à cette littérature.

Le dernier modèle théorique sur lequel s'appuie cette recherche considère le diagnostic comme un outil de rationalisation des politiques sécuritaires. En effet, le recours au diagnostic local de sécurité s'inscrit dans la tradition de l'évaluation evidence-based des politiques publiques (Tilley, 2009). Le DLS est conceptuellement proche des enquêtes de victimation, dont les fondements théoriques ont été posés par Hindelang, Gottfredson & Garofalo (1978) à travers la théorie des activités routinières, et développés dans les années 1980-1990 par plusieurs institutions (Van Dijk, van Kesteren & Smit, 2008). Ces enquêtes permettent de mesurer la délinquance réelle, indépendamment des statistiques policières qui sous-estiment systématiquement le volume des infractions non signalées (le « chiffre noir »).

2. Méthodologie

La démarche méthodologique de réalisation du Diagnostic Local de Sécurité de la commune de Linguère est structurée en quatre phases que sont : i) la préparation du diagnostic, ii) la conduite de l'enquête de terrain, iii) la rédaction du rapport diagnostic et enfin iv) la finalisation du rapport.

Phase 1 : la préparation du diagnostic

• Étape 1 : La tenue du Comité Départemental de Développement (CDD)

Le diagnostic local de sécurité et le contrat local de sécurité constituent des stratégies coopératives locales de prévention et de gestion de la sécurité sur un territoire déterminé comme les communes. C'est pourquoi leurs confections respectives nécessitent une approche collaborative, participative et inclusive de tous les acteurs des collectivités territoriales ciblées. C'est ce qui justifie la tenue d'un Comité Départemental de Développement (CDD) à Linguère sur convocation du préfet.

En plus de la présence de tous les chefs de services départementaux ainsi que des différents commandants et chefs de brigades, cette rencontre a aussi enregistré la participation des représentants de délégués de quartiers, des imams, des jeunes, des « bajenou gox », ainsi que des conseils communaux de jeunesse des deux communes concernées.

LE CONTRAT LOCAL DE SECURITE (CLS) COMME OUTIL DE PREVENTION ET DE GESTION DE LA DELINQUANCE ET DE LA CRIMINALITE : CAS DU CLS DE LA COMMUNE DE LINGUERE AU SENEGAL

Lors de ce CDD, les acteurs locaux précités ont été imprégnés des étapes du processus d'élaboration des CLS mais surtout ont été sensibilisés sur leurs rôles respectifs dans ce processus d'élaboration. Les présentations ainsi que les échanges et discussions qui ont suivi ont permis au sortir de ce CDD d'obtenir l'adhésion de tous les acteurs ainsi que leur engagement à accompagner les processus de réalisation de ces documents.

- **Étape 2 : La tenue du Conseil Municipal et la mise en place du CCC**

Dans la poursuite de la dynamique de sensibilisation et d'instauration d'une large concertation, un conseil municipal s'est tenu au lendemain de la tenue du CDD. Cette rencontre a permis d'informer les conseillers sur les tenants et aboutissants du DLS et du CLS et d'insister sur la nécessité d'encadrer et d'accompagner les processus d'élaboration de ces différents documents. C'est ce qui justifie la mise en place du groupe de facilitation et de planification dénommé Comité Consultatif Citoyen (CCC).

Une proposition consensuelle de composition de ce CCC impliquant tous les acteurs de la commune de Linguère a été discutée et arrêtée lors de ce Conseil Municipal. Cette proposition a été entérinée par le Maire de la commune qui a procédé à la signature de l'arrêté de mise en place du CCC de Linguère.

Phase 2 : la conduite de l'enquête de terrain

- **Étape 3 : La revue documentaire**

Deux principales sources documentaires ont été consultées pour la collecte de données secondaires. Il s'agit dans un premier temps des publications de l'ASP qui renvoient à la situation de référence de la délinquance assortie de la cartographie, aux différents manuels de réalisation des DLS et CLS mais aussi de mise en place des comités départementaux de sécurité. Dans un second temps, la recherche documentaire s'est orientée sur le site web de l'ANSD où des informations liées aux aspects démographiques de la commune de Linguère ont été collectés.

À ces deux sources, il faudra ajouter les quelques documents (cartographie) obtenus auprès de la commune. Les informations collectées auprès de ces différentes sources ont facilité la confection des instruments de collecte (questionnaire et guide) et la mise sur pied d'une stratégie d'échantillonnage pertinente.

• **Étape 4 : La confection des instruments de collecte**

Cette étude s'inscrit dans un paradigme pragmatiste (Creswell & Creswell, 2018), mobilisant une approche mixte séquentielle qui articule la collecte de données quantitatives et qualitatives dans un processus itératif. Cette posture épistémologique est cohérente avec la complexité des phénomènes de délinquance et de perception de l'insécurité, qui ne sauraient être appréhendés par un seul type d'outil.

Au regard de ce caractère mixte qui a été retenue comme approche d'étude, trois types d'instruments de collecte ont été utilisés : un questionnaire, des guides d'entretien individuel et de groupes de discussions

- Le questionnaire destiné prioritairement aux chefs de ménages ou à toute personne âgée de 18 ans et plus dans le ménage a été confectionné à partir de la plateforme KoBoToolbox qui a aussi été utilisée pour la collecte proprement dite des données. Ce questionnaire est structuré autour de 101 questions réparties en 6 sections plus une section de localisation au début et une section administrative à la fin. Il faut aussi noter que ce questionnaire est adressé prioritairement au chef de ménage ou à tout membre du ménage âgé de 18 ans et plus.
- Deux catégories de guide d'entretien ont été utilisées durant cet exercice de DLS. Il s'agit d'un guide d'entretien individuel destiné aux différentes autorités à savoir : le préfet, le sous-préfet, le maire, le commissaire de police ainsi que les différents commandants de brigades (gendarmerie, sapeurs-pompiers, eaux et forêts, douanes...). Ce guide qui est structuré autour de cinq grandes interrogations qui font entre autres référence aux problèmes de sécurité les plus récurrents dans la commune, aux stratégies et actes posés les structures respectives de ces personnalités pour prévenir et lutter contre la délinquance ainsi que les principaux axes d'intervention de leurs prochains plans de lutte contre la délinquance.

Le second guide est destiné aux groupes de discussions réalisés auprès des jeunes, des femmes, des différentes catégories socioprofessionnelles. Cet outil de collecte est quant à lui structuré autour d'une dizaine de questions ouvertes dont certaines renvoient aux appréciations sur la sécurité de la commune, aux problèmes de délinquance les plus fréquents, aux problèmes de délinquance spécifiques à chaque catégorie socio professionnelle ou de population ainsi qu'aux solutions proposées pour prévenir la délinquance.

- Étape 5 : L'analyse des données et la rédaction du rapport provisoire

L'analyse des données s'est appuyée sur une analyse complète des informations recueillies et sur l'exploitation des résultats issus du questionnaire ainsi que des guides d'entretien.

Pour les données issues des questionnaires et destinés aux chefs de ménages ou à tout membre du ménage âgé de plus de 18 ans, elles sont exploitées d'abord à partir de la plateforme KoBoToolbox ensuite avec les logiciels SPSS et Excel qui ont permis la confection de graphiques, tableaux et schémas pour une meilleure visualisation des résultats. Le contrôle de qualité des données a permis de mettre un accent particulier sur le nettoyage et l'épuration des fichiers statistiques pour que les analyses qui en découlent soient exhaustives, objectives et pertinentes. Finalement, démarche d'exploitation qui a été initiée comporte des analyses descriptives, uni variées, bi variées et même multivariées.

Pour l'exploitation des informations issues des guides d'entretien, il est bon de rappeler que tous les entretiens individuels et groupes de discussions ont fait l'objet d'une transcription complète. Ainsi dans les discours des groupes et personnes interviewés, les propos ont été recensés et rangés dans un tableau de synthèse. Ces propos sont ensuite regroupés en catégories en partant des objectifs de l'étude. Cette catégorisation thématique par critères a permis une analyse plus approfondie des informations.

Les données quantitatives et qualitatives analysées et exploitées ont permis à travers diverses interprétations de rédiger le rapport provisoire qui a fait l'objet d'un partage et d'une validation auprès du CCC.

- Étape 6 : L'échantillonnage

Pour la détermination de la taille de l'échantillon à enquêter surtout pour ce qui a trait aux enquêtes quantitatives, il s'est agi en partant du site de l'ANSD, de déterminer la taille de la population de la commune. Cette dernière était estimée pour l'année en cours à 19 326 habitants dont 9 577 hommes et 9 749 femmes. La table de Krejcie et Morgan (1970) a ensuite été utilisée pour déterminer la taille de l'échantillon qui s'élevait après réajustements à 420 ménages. La règle de la proportionnalité a été par la suite appliquée pour répartir la population à enquêter entre les différents quartiers du territoire communal comme le montre le tableau suivant :

Répartition population enquêtée selon les quartiers

Quartiers	Nombre à enquêter	Pourcentage
Abattoir	80	19
Diambor	46	11
Linguère coumba 1	55	13
Linguère coumba 2	63	15
Diallou rails	50	12
Thiely nord	80	19
Thiely sud	46	11
TOTAL	420	100 %

Source. Enquête DLS-Commune de Linguère

Dans chaque quartier, le choix du ménage à enquêter s'est fait de manière aléatoire (au hasard) avec la technique du pas de sondage. Ainsi un pas de sondage de 3 est appliqué en partant de la concession du délégué de quartier et en prenant le sens des aiguilles d'une montre.

Phase 3 : rédaction du rapport diagnostic

- **Etape 7 : restitution du pré rapport et rédaction du rapport DLS**

Le rapport confectionné au sortir des enquêtes de collecte de données a été partagé avec le CCC mis en place par la commune de Linguère. Ce comité a confirmé et validé les résultats présentés.

Suite à cette validation, le rapport du DLS de la commune de Linguère a été finalisé en partant du modèle de rapport proposé par l'ASP renforcé par la prise en compte et le respect des standards édictés par les normes internationales de structuration d'un rapport diagnostic de la sécurité.

Phase 4 : Élaboration du CLS

- **Étape 8 : établissement du bilan de la délinquance**

Lors de l'atelier de partage et de validation du DLS avec les membres du CCC, les échanges entre les différents acteurs ont permis de faire le bilan de la situation de la délinquance dans la commune et de ressortir des faits de délinquance qui n'avaient pas été très bien renseignés lors des enquêtes de terrain tels que le phénomène du viol et les délinquants mineurs.

- **Étape 9 : élaboration du plan d'actions et du projet de Contrat Local de Sécurité**

Les phénomènes de délinquance validés par les membres du CCC lors de l'établissement du bilan ont été hiérarchisés de façon collective et participative par toutes les parties prenantes

LE CONTRAT LOCAL DE SECURITE (CLS) COMME OUTIL DE PREVENTION ET DE GESTION DE LA DELINQUANCE ET DE LA CRIMINALITE : CAS DU CLS DE LA COMMUNE DE LINGUERE AU SENEGAL

présentes à la rencontre de restitution / validation. Ces dernières ont par la suite proposé trois à quatre hypothèses de solutions pour chacun des cinq phénomènes de délinquance recensé dans la pyramide de hiérarchisation.

Ces différentes hypothèses de solution ont été priorisées en partant d'une matrice urgence / faisabilité. Le travail de synthèse qui a suivi a permis de regrouper toutes ces solutions sous forme d'activités structurées autour d'axes stratégiques pertinents. Une matrice a permis de planifier leur mise en œuvre sur une période de trois ans et de procéder à la budgétisation de leur mise en œuvre. C'est fort de cette démarche participative et inclusive que l'ébauche de Contrat Local de Sécurité proposée est tripartite (État – Commune – ASP) et permet d'identifier de façon précise les obligations de chaque partie prenante ainsi que les stratégies de mise en œuvre et de suivi – évaluation.

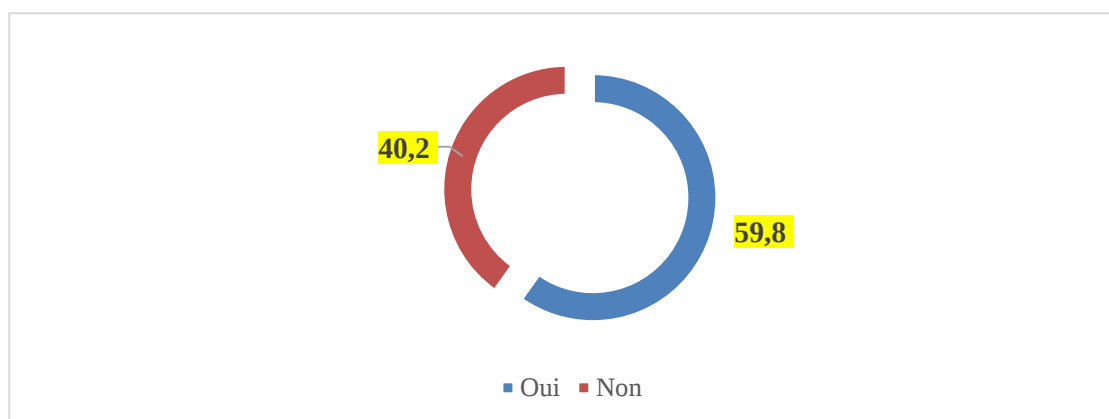
3. Résultats

3.1 Délinquance connue au cours des 12 derniers mois

La victimation a été établie au cours des 12 derniers mois précédant l'enquête. Ayant pour but de renseigner la récurrence d'actes de délinquance dans l'espace communal au cours de la séquence temporelle considérée, elle a été appréhendée à deux niveaux. D'abord sur la base des connaissances des personnes, ensuite sur les informations recueillies auprès des victimes elles-mêmes.

Ainsi la question « *Connaissez-vous des personnes victimes d'actes de délinquance dans votre quartier durant les 12 derniers mois ?* » a donné l'occasion aux personnes de fournir des informations sur la prévalence de la délinquance.

Répartition des personnes ayant connu des personnes victimes au cours des 12 derniers mois



Source. Enquête DLS-Commune de Linguère

59.8% des personnes ont affirmé avoir connu une personne victime durant les 12 derniers mois qui ont précédé l'enquête.

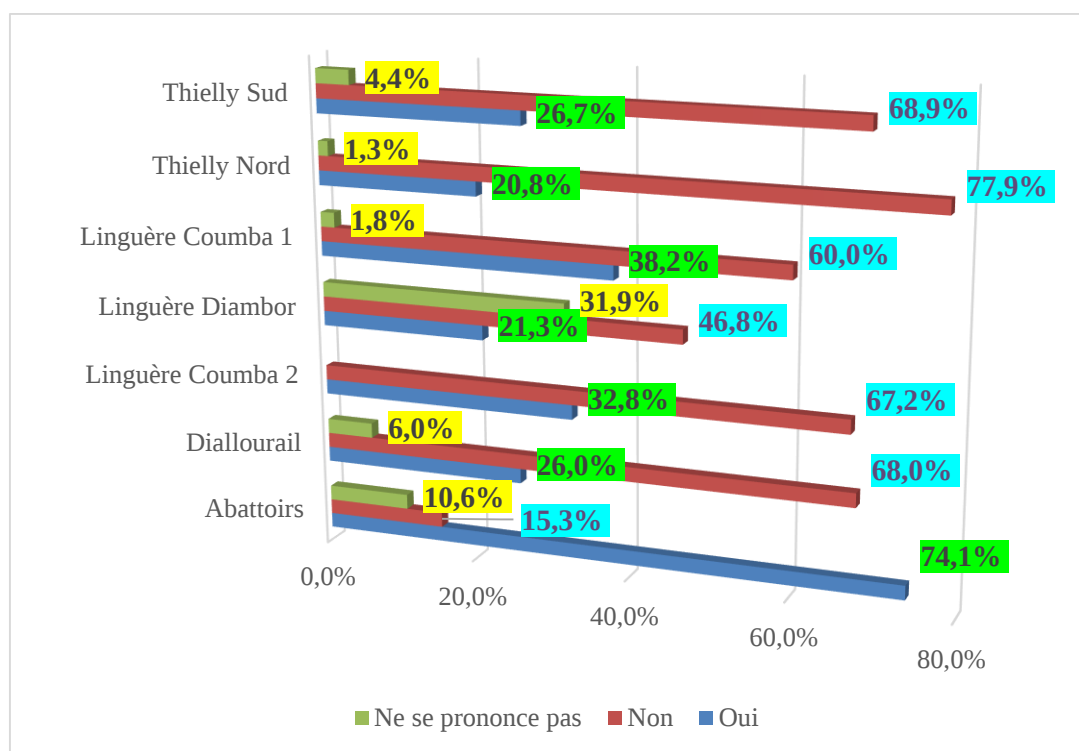
3.2 Délinquance réelle au cours des 12 derniers mois

Pour approcher le chiffre réel de la délinquance dans la Commune de Mbaou, il a été intégré dans l'enquête du DLS un module sur la victimation directe permet d'estimer le nombre de personnes victimes au cours des 12 derniers mois.

S'agissant de la victimation directe, c'est-à-dire les personnes qui affirment elles-mêmes avoir été victimes d'actes de délinquance au cours des 12 derniers mois, elle est d'une ampleur moindre par rapport à celle dite connue par les populations. Elles sont **37%**, les personnes ayant répondu par l'affirmative à la question « *avez-vous été victime d'actes de délinquance au cours des 12 derniers mois ?* ».

Les victimes directes sont réparties dans tous les quartiers de la Commune.

Répartition des personnes déclarant avoir été victime au cours des 12 derniers mois



Source. Enquête DLS-Commune de Linguère

Selon le graphique ci-dessus, le taux de victimation est plus élevé au quartier Abattoir dans la mesure où 7 personnes qui y résident sur 10 affirment avoir été victimes d'un acte de délinquance au cours des 12 derniers mois.

**LE CONTRAT LOCAL DE SECURITE (CLS) COMME OUTIL DE PREVENTION ET DE GESTION
DE LA DELINQUANCE ET DE LA CRIMINALITE : CAS DU CLS DE LA COMMUNE DE
LINGUERE AU SENEGAL**

Hormis ce quartier qui sort du lot, le taux de victimation oscille entre 2 à 3 personnes sur 10 dans les autres quartiers, à savoir Linguère Coumba 1 et Linguère Coumba 2, Diallourails, Thielly Nord et Thielly Sud ainsi qu'à Linguère Diambor.

En termes de répartition des victimes selon le sexe, les victimes déclarées sont plus nombreuses du côté des hommes avec un taux de 39.9%, soit environ 4 personnes sur 10 contre 34.2% chez les femmes.

De même, le nombre de personnes victimes de vols simples sont plus nombreuses. Elles sont près de 4 personnes sur 10 contre 3 sur 10 concernant les victimes déclarées de vols de bétail. Au total, sur 10 personnes se déclarant être victimes au cours des 12 derniers mois, les 7 auraient connu un vol simple ou de bétail. Les 3 autres personnes étant victimes de cybercriminalité (17.5%), de vols avec violence (3.30%), de cambriolages (2.90%) et autres délits et crimes (agressions physiques, agressions verbales).

Dans le tableau qui suit, on s'aperçoit qu'au cours des 12 derniers mois, les personnes ont été principalement victimes de deux catégories de crimes et de délits à savoir le vol simple et le vol de bétail, deux phénomènes qui se présentent comme les problématiques sécuritaires les plus prégnantes dans la Commune.

Répartition des personnes déclarant être victimes au cours des 12 derniers mois selon les quartiers de résidence

	Vol simple	Vol avec violence	Agression physique	Agression verbale	Camb.	Vol de bétail	Cyber Criminalité
Abattoirs	75,8%	4,8%	1,6%	1,6%		67,7%	59,7%
Diallourail	30,8%				7,7%	61,5%	
Linguère Coumba 2	90,5%				9,5%	90,5%	
Linguère Diambor	100,0%				10,0%	10,0%	
Linguère Coumba 1	66,7%					61,9%	52,4%
Thielly Nord	50,0%		6,3%		6,3%	37,5%	
Thielly Sud	25,0%	50,0%			25,0%	16,7%	

Source. Enquête DLS-Commune de Linguère

Les habitants des quartiers Linguère Coumba 2 semblent être les plus vulnérables de la Commune en ce sens qu'elles souffrent plus que les autres de vols simples et de bétail. Elles sont, dans cette localité, 9 personnes victimes sur 10 de ces délits et crimes.

SEMOU SOW

Concernant la répartition des victimes selon le sexe, les hommes sont plus affectés que les femmes par la délinquance. En effet, il apparait dans le tableau ci-dessus que 64.9% de femmes contre 70.5% d'hommes sont victimes de vols simples tandis que pour les vols de bétail ce sont 53.2% de femmes victimes contre 64.1% d'hommes.

Répartition des personnes déclarant être victimes au cours des 12 derniers mois selon le sexe

Sexe	Vols simples	Vols avec violence	Agression physique	Agression verbale	Cambriolage	Vols de bétail	Cybercriminalité
Féminin	64,9%	7,8%	1,3%	-	3,9%	53,2%	31,2%
Masculin	70,5%	3,8%	1,3%	1,3%	6,4%	64,1%	30,8%

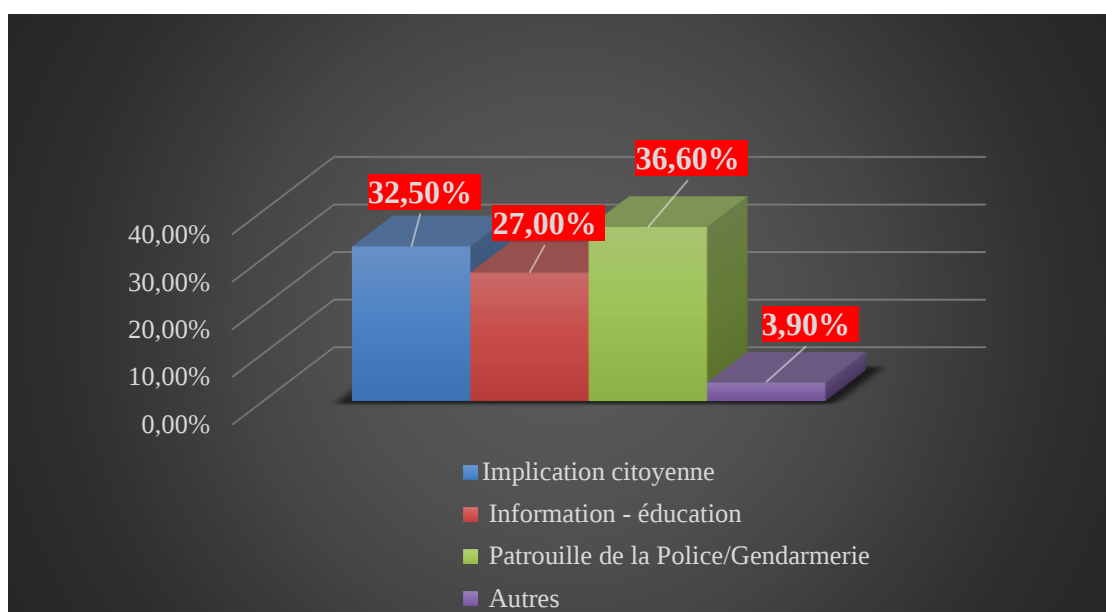
Source. Enquête DLS-Commune de Linguère

Il en est de même pour les autres formes de délits et crimes pour lesquels les taux de victimes au niveau des hommes sont plus élevés que chez les femmes à l'exception des vols avec violence qui affecte plus les femmes avec un taux de 7.3%.

3.3 Actions à entreprendre pour améliorer la sécurité dans la Commune

Trois actions clés à savoir *la réalisation de patrouilles par la Gendarmerie* (36.60%), *l'implication citoyenne* dans la prévention de la délinquance (32.50%), *l'information et l'éducation* des habitants (27%) sont les principales propositions faites par la population pour améliorer la sécurité dans leurs quartiers.

Répartition des personnes selon les actions à entreprendre



LE CONTRAT LOCAL DE SECURITE (CLS) COMME OUTIL DE PREVENTION ET DE GESTION DE LA DELINQUANCE ET DE LA CRIMINALITE : CAS DU CLS DE LA COMMUNE DE LINGUERE AU SENEGAL

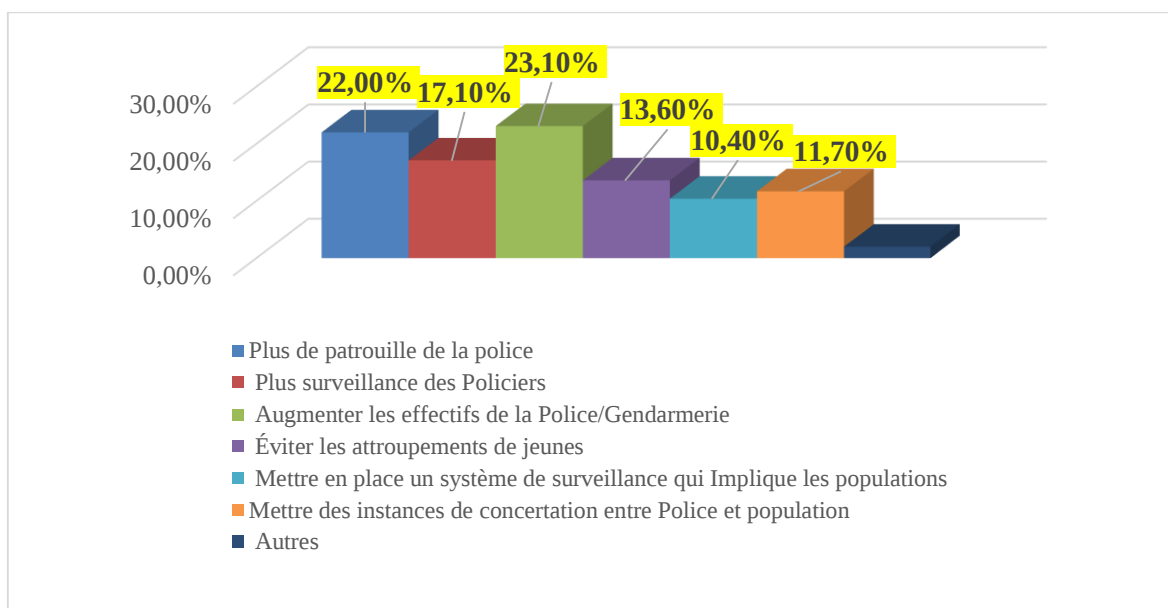
Source. Enquête DLS-Commune de Linguère

La désagrégation des chiffres par sexe montre que les femmes et les hommes suggèrent dans les mêmes proportions (7 à 8 personnes sur 10) l'implication des citoyens comme action à entreprendre dans les quartiers. Cependant, les femmes mettent l'accent sur l'information et l'éducation pour 69% contre 62.9% pour les hommes.

Les deux actions majeures proposées à entreprendre pour assurer la sécurité de la Commune sont largement partagées dans les différents quartiers. A Linguère Coumba 2 c'est la totalité des personnes qui souscrivent à ces actions mais aussi à Thielly Nord où les personnes sont également à 100% de cet avis. Au quartier Abattoirs 9 personnes sur 10 proposent l'information et l'éducation.

3.4 Suggestions pour prévenir la délinquance dans les quartiers

Répartition des personnes selon les actions suggérées pour la prévention de la délinquance dans les quartiers



Source. Enquête DLS-Commune de Linguère

S'agissant des suggestions faites par les personnes interrogées pour prévenir la délinquance dans leurs quartiers, les actions avancées concernent en premier lieu les forces de sécurité. C'est ainsi l'augmentation des effectifs (23.10%), plus de patrouilles (22%) et de surveillance de la Police (17.10%) qui sont les principales actions proposées.

SEMOU SOW

L'évitement des attroupements des jeunes, la mise en place d'instances de concertation entre populations et forces de sécurité et la mise en place d'un système de surveillance qui implique les populations participent aussi à la prévention de la délinquance dans les quartiers.

Les préconisations des résidents des différents quartiers s'articulent principalement autour de l'augmentation des effectifs, plus de patrouilles et de surveillance des forces de sécurité dans de larges proportions allant dans certains quartiers jusqu'à 100% des personnes.

Toutefois, la mise en place de système de surveillance impliquant les populations et d'instances de concertation entre populations et forces de sécurité ont été avancées par les habitants des quartiers de Linguère Coumba 1 et Linguère Coumba 2 par l'écrasante majorité des personnes.

Suggestions des acteurs institutionnels pour prévenir la délinquance

Acteurs	Propositions
Administration territoriale	▪ Sensibilisation ▪ Mise en place de politiques pour éliminer l'ivresse ▪ Lutte contre le trafic et l'usage de chanvre indien ▪ Sécurité routière ▪ Organisation du secteur du transport des Jakarta ▪ Renforcement l'éclairage
Forces de sécurité	▪ Organisation des patrouilles nocturnes ▪ Communication avec la population à travers des réunions avec les délégués de quartiers et les responsables des jeunes et des femmes ▪ Mise en place des comités de vigilance avec les ASP, ▪ Collaboration avec les ASP qui habitent les quartiers ▪ Immatriculation des motos Jakarta ▪ Contrôle des transhumants
Justice	▪ Surveillance des enfants dans les lieux où la délinquance est plus accrue ▪ Institution de laissez passer pour le passage des troupeaux ▪ Interdiction de la vente de boisson alcoolisée aux détenteurs d'armes blanches ▪ Augmentation des patrouilles la nuit et des points de contrôle ▪ Meilleur maillage du département
Collectivité territoriale	▪ Formation en conduite et dotation de casques aux jakartamen, ▪ Aménagement de ralentisseurs, ▪ Contrôle des transactions et identification de tous les vendeurs de bétail.

Source. Enquête DLS-Commune de Linguère

Suggestions des Acteurs communautaires et socio-professionnels

Acteurs	Propositions
Femmes	▪ Régularisation des jakaartamen ▪ Mise en place de postes de contrôle aux entrées et sorties de la commune ▪ Traitement des plaintes déposées pour vol ▪ Poursuite des actions en justice même s'il y a des désistements des plaignants

**LE CONTRAT LOCAL DE SECURITE (CLS) COMME OUTIL DE PREVENTION ET DE GESTION
DE LA DELINQUANCE ET DE LA CRIMINALITE : CAS DU CLS DE LA COMMUNE DE
LINGUERE AU SENEGAL**

Jeunes	▪ Mise en place du projet « commune sûre » ▪ Formation des jeunes à la garde de nuit pour sécuriser leurs quartiers ▪ Organisation de patrouilles dans les quartiers ▪ Création d'emplois pour les jeunes ▪ Implication des jeunes filles dans les comités d'intervention
Transporteurs	▪ Affectation d'ASP dans le garage, ▪ Aménagement de ralentisseurs jusqu'à Ourosogui ▪ Ouverture du commissariat de police ▪ Implication des chauffeurs dans les projets qui les concernent ▪ Mise en place de panneaux de signalisation ▪ Sensibilisation des transporteurs sur la sécurité routière ▪ Application des sanctions pour tout excès de vitesse ▪ Réglementation du stationnement des jakarta et charrettes.
Eleveurs	▪ Eclairage public ▪ Enregistrement de la vente de bétail des « téfanqués », ▪ Construction d'enclos pour les bêtes
Jakaartamen	▪ Accentuation des patrouilles de nuit ▪ Action de l'Escadron la nuit ▪ Refus des interventions pour la libération des supposés coupables de délits ou crimes

Source. Enquête DLS-Commune de Linguère

3.5 Cadre stratégique du CLS

A partir des priorités identifiées découlant des préconisations des différents acteurs en matière de prévention de la délinquance et du diagnostic local de sécurité effectué, les axes stratégiques ci-après ont été retenus :

3.5.1 Axes stratégiques

Les axes stratégiques traduisent les orientations imprimées au contrat local de sécurité. Ce faisant, ils balisent les directions à emprunter pour prendre en charge les priorités définies. Ils s'articulent autour des questions de la drogue et des stupéfiants, de la petite délinquance, de la sécurisation des espaces publics et de la protection des enfants :

- **Prévention des atteintes aux biens des personnes (vols simples, vols de bétail et cambriolages)**
- **Lutte contre la toxicomanie des jeunes et les viols.**

3.5.2 Logique d'intervention

La logique d'intervention permet d'établir la cohérence entre les objectifs, les activités envisagées et les résultats attendus dans le cadre de la prévention de la délinquance. Aussi, un

objectif général a été élaboré à partir duquel sont déclinés les objectifs opérationnels au niveau des axes stratégiques.

▪ **Objectif général**

Contribuer à créer les conditions pour faire de la Commune de Linguère une Commune sûre où les populations se sentent en sécurité et mènent tranquillement leurs activités économiques et sociales.

Axe stratégique N°1 : Prévention des atteintes aux biens des personnes (vols simples, vols de bétail et cambriolages)

Objectif opérationnel N° 1. Faire baisser le nombre de personnes victimes d'atteintes aux biens de 50% dans commune au bout de 3 ans.

Résultats attendus :

- Les victimes de vols simples, vols de bétail et de cambriolages ont diminué. **Activités :**
 - Renforcer le réseau d'éclairage public dans la commune,
 - Renforcer la surveillance du marché hebdomadaire (louma) ,
 - Mettre en place des comités de veille et d'alerte dans les quartiers,
 - Doter les CVS de moyens de travail,
 - Appliquer les textes régissant le laisser passer des animaux,
 - Former les jeunes à l'entrepreneuriat,
 - Créer des emplois pour les jeunes par le financement de projets,
 - Identifier et organiser les Jakarta men,
 - Former et doter les Jakarta men de permis de conduire,
 - Aménager des sites de stationnement des Jakarta,
 - Réglementer les horaires de circulation des Jakarta,
 - Encourager la déclaration des délits et crimes à la Police.

Axe stratégique N°2 : Lutte contre la toxicomanie des jeunes et les viols.

Objectif opérationnel.2 : Prévenir et réduire la toxicomanie des jeunes et les viols

Résultats attendus :

- La toxicomanie des jeunes a diminué.
- Les cas de viols sont réduits dans la Commune.

LE CONTRAT LOCAL DE SECURITE (CLS) COMME OUTIL DE PREVENTION ET DE GESTION DE LA DELINQUANCE ET DE LA CRIMINALITE : CAS DU CLS DE LA COMMUNE DE LINGUERE AU SENEGAL

Activités

- Sensibiliser les femmes sur le phénomène du viol,
- Créer des boutiques de droit Communautaire,
- Assister les victimes de viol.,
- Sensibiliser les jeunes sur les méfaits de la drogue,
- Informer la Police des activités des trafiquants et les consommateurs de chanvre indien,
- Identifier et interdire les débits de boisson clandestins.

3.5.3 Plan d'Action de prévention de la délinquance.

Le Plan d'Action de prévention de la délinquance a été élaboré selon un horizon temporel de 3 ans et bâti autour des 3 axes stratégiques qui ont donné lieu à une vingtaine d'activités ou projets qui sous-tendent le Contrat Local de Sécurité. Pour chaque activité, il a été défini les résultats attendus, les indicateurs de mesure, la période de mise en œuvre ainsi que les acteurs institutionnels et communautaires qui participent à la mise en œuvre des activités planifiées, chacun selon ses domaines de compétences et ses attributions légales. Pour finir, les activités de ce plan d'action ont fait l'objet d'une budgétisation annuelle puis triennale.

4. Discussion

Les résultats de l'étude peuvent être discutés à plusieurs niveaux.

4.1 Le CLS comme dispositif de gouvernance hybride

Les résultats de cette étude permettent d'analyser le CLS de Linguère comme un dispositif de gouvernance hybride, au sens où il combine plusieurs logiques d'action publique : une logique de rationalisation par le diagnostic (DLS), une logique de contractualisation entre acteurs institutionnels et communautaires, et une logique de co-production de la sécurité impliquant des acteurs non policiers (Ostrom, 1996). Du point de vue de la gouvernance multi-niveaux (Marks & Hooghe, 2004), le CLS de Linguère repose sur une architecture à trois niveaux : l'État central (via l'ASP et les forces de sécurité), la collectivité territoriale (la commune et ses élus) et la communauté (CCC, délégués de quartiers, associations). Cette forme de gouvernance correspond aux prescriptions de la littérature sur la réforme du secteur de la sécurité dans les pays en développement (DCAF, 2015 ; Ball, 2010), qui insiste sur l'importance d'une approche inclusive et territorialisée.

4.2 La Pertinence de l'approche diagnostique

L'utilisation d'un DLS standardisé constitue une avancée méthodologique significative dans le contexte sénégalais. En s'appuyant sur les enquêtes de victimation directe et indirecte, le DLS permet de produire une connaissance empirique de la délinquance affranchie des biais des statistiques policières (Van Dijk et al., 2008). La comparaison entre la délinquance connue (59,8 %) et la délinquance déclarée (37 %) illustre précisément l'étendue du chiffre noir et rend légitime le recours à des méthodes d'enquête indépendantes des services de police. Cependant, plusieurs limites méthodologiques peuvent d'être signalées. Le recours à la table de Krejcie et Morgan, bien qu'adapté aux contextes de ressources limitées, suppose une distribution homogène dans la population qui peut être questionnée dans un contexte de forte hétérogénéité spatiale comme Linguère. De plus, la collecte sur smartphones via KoBoToolbox, si elle améliore la qualité du contrôle en temps réel, peut générer des biais liés à la différence de familiarité des enquêteurs avec l'outil technologique (Couper, 2008).

4.3 Les tensions et défis dans la mise en œuvre

La mise en œuvre du CLS soulève plusieurs tensions structurelles. La première est la tension entre légitimité institutionnelle et légitimité communautaire. La multiplicité des acteurs impliqués (forces de sécurité, administration territoriale, élus locaux, société civile) donne naissance à des logiques d'action parfois contradictoires. Les forces de sécurité tendent à privilégier une approche répressive (plus de patrouilles, plus de contrôles), tandis que les populations, notamment les jeunes, insistent sur des mesures structurelles (emploi, formation). Cette tension entre sécurité par la présence policière et sécurité par le développement social est caractéristique des contextes semi-urbains africains (Baker, 2010 ; Hills, 2012).

La deuxième tension concerne la durabilité des engagements contractuels. La structure tripartite du CLS (État-Commune-ASP) présuppose une capacité d'engagement budgétaire et opérationnel des parties sur trois ans. Or, les communes sénégalaises disposent de ressources propres limitées et leur dépendance aux transferts de l'État central fragilise la durabilité de leurs engagements (Mback, 2003). Cette vulnérabilité financière est une limite récurrente des dispositifs contractuels de sécurité en Afrique francophone (Houessou, 2020).

La troisième tension est liée à la gestion des nouvelles formes de délinquance émergentes. La cybercriminalité, identifiée comme vecteur de victimation significatif dans cette étude (17,5 % des victimes), ne figure pas pourtant comme axe stratégique dans le CLS. Cela reflète un écart

entre la réalité empirique de la délinquance et les priorités institutionnelles, que les futures révisions du CLS devront obligatoirement combler.

4.4 Les apports comparatifs : le CLS sénégalais dans la littérature internationale

Le modèle sénégalais de CLS présente des similitudes notables avec les expériences françaises (Donzelot & Wyvekens, 2004), australiennes (Crawford, 1998) et latino-américaines (Frühling, 2012) de police de proximité et de contrats locaux de sécurité. Dans tous ces contextes, les chercheurs soulignent les mêmes tensions : la difficulté à évaluer l'impact réel sur la délinquance, le risque de déplacement des actes criminels vers des zones non couvertes et la nécessité d'une évaluation longitudinale pour mesurer l'efficacité des plans d'action (Sherman et al., 1998 ; Weisburd & Eck, 2004). La spécificité africaine tient à la pluralité des acteurs de sécurité non étatiques (gardiens privés, comités de vigilance, sociétés de gardiennage, autorités traditionnelles et religieuses) qui constituent souvent la première ligne de sécurité dans les milieux populaires (Baker, 2010 ; Bénit-Gbaffou, 2011). L'intégration des imams, des bajenou gox et des délégués de quartiers dans le CCC de Linguère illustre une tentative de formalisation de ces acteurs informels, qui reste cependant partielle.

5. Conclusion

Cet article a analysé le Contrat Local de Sécurité de Linguère comme un dispositif de gouvernance sécuritaire de proximité ancré dans les théories de la co-production, de la gouvernance multi-niveaux et de la prévention situationnelle. Les résultats empiriques du Diagnostic Local de Sécurité révèlent une réalité sécuritaire marquée par la prédominance des atteintes aux biens, des disparités spatiales et de genre significatives, et une émergence de la cybercriminalité comme nouveau défi.

Le CLS de Linguère représente une avancée institutionnelle notable dans la gouvernance sécuritaire sénégalaise, en ce qu'il formalise un processus participatif de diagnostic, de priorisation et de planification de la sécurité communautaire. Il incarne le passage d'un paradigme sécuritaire centré sur la répression étatique à un modèle de prévention partenariale, conforme aux standards internationaux de la réforme du secteur de la sécurité.

Toutefois, la durabilité de ce dispositif dépend de la résolution de tensions structurelles : entre logiques institutionnelles et communautaires, entre ambitions contractuelles et capacités financières réelles et entre priorités identifiées et phénomènes émergents. Ces défis invitent à

poursuivre la recherche comparative sur les CLS en Afrique subsaharienne mais aussi à engager un dialogue plus soutenu entre praticiens de la sécurité, élus locaux et chercheurs.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Baker, B. (2010). The Future is Non-State. In A. Bryden & F. Olonisakin (Eds.), *Security Sector Transformation in Africa* (pp. 163–185). LIT Verlag.

Ball, N. (2010). The Evolution of the Security Sector Reform Agenda. In M. Sedra (Ed.), *The Future of Security Sector Reform* (pp. 29–44). CIGI.

Bayley, D. H., & Shearing, C. D. (1996). The future of policing. *Law and Society Review*, 30(3), 585–606.

Bénit-Gbaffou, C. (2011). Security, safety and governance in Johannesburg. *Urban Forum*, 22(1), 1–6.

Benali, K., & Ouali, A. (2021). Les contrats locaux de sécurité au Maroc : bilan et perspectives. *Revue Marocaine de Gouvernance Locale*, 14, 45–67.

Bovaird, T. (2007). Beyond engagement and participation: User and community coproduction of public services. *Public Administration Review*, 67(5), 846–860.

Brandsen, T., & Honingh, M. (2016). Distinguishing different types of coproduction: A conceptual analysis based on the classical definitions. *Public Administration Review*, 76(3), 427–435.

Braun, V., & Clarke, V. (2006). Using thematic analysis in psychology. *Qualitative Research in Psychology*, 3(2), 77–101.

Clarke, R. V. (1980). Situational crime prevention: Theory and practice. *British Journal of Criminology*, 20(2), 136–147.

Couper, M. P. (2008). *Designing Effective Web Surveys*. Cambridge University Press.

Crawford, A. (1998). *Crime Prevention and Community Safety: Politics, Policies and Practices*. Longman.

Creswell, J. W., & Creswell, J. D. (2018). *Research Design: Qualitative, Quantitative, and Mixed Methods Approaches* (5th ed.). SAGE.

DCAF – Geneva Centre for the Democratic Control of Armed Forces. (2015). *Security Sector Reform and Governance*. DCAF.

Donzelot, J., & Wyvekens, A. (2004). *La magistrature sociale. Enquêtes sur les politiques locales de sécurité*. La Documentation Française.

ESEA/ASP (2017). *La Délinquance au Sénégal et sa cartographie : Faits et chiffres d'une enquête de victimation*. Agence d'Assistance à la Sécurité de Proximité.

Ferraro, K. F. (1995). *Fear of Crime: Interpreting Victimization Risk*. State University of New York Press.

**LE CONTRAT LOCAL DE SECURITE (CLS) COMME OUTIL DE PREVENTION ET DE GESTION
DE LA DELINQUANCE ET DE LA CRIMINALITE : CAS DU CLS DE LA COMMUNE DE
LINGUERE AU SENEGAL**

Frühling, H. (2012). A realistic look at Latin American community policing programmes. *Policing and Society*, 22(1), 76–88.

Goldstein, H. (1990). *Problem-Oriented Policing*. McGraw-Hill.

Hills, A. (2012). Lost in translation: Why Nigeria's police don't implement democratic reforms. *Journal of Modern African Studies*, 50(1), 43–62.

Hindelang, M. J., Gottfredson, M. R., & Garofalo, J. (1978). *Victims of Personal Crime: An Empirical Foundation for a Theory of Personal Victimization*. Ballinger.

Houessou, R. (2020). La sécurité communautaire au Bénin : enjeux et défis des comités locaux de sécurité. *Revue Béninoise de Droit et de Sciences Politiques*, 6, 112–134.

Krejcie, R. V., & Morgan, D. W. (1970). Determining sample size for research activities. *Educational and Psychological Measurement*, 30(3), 607–610.

Lagrange, H. (1995). *La civilité à l'épreuve. Crime et sentiment d'insécurité*. PUF.

Lascoumes, P., & Le Galès, P. (2004). *Gouverner par les instruments*. Presses de Sciences Po.

Loader, I. (2000). Plural policing and democratic governance. *Social and Legal Studies*, 9(3), 323–345.

Loader, I., & Walker, N. (2007). *Civilizing Security*. Cambridge University Press.

Lund, C. (2006). Twilight institutions: Public authority and local politics in Africa. *Development and Change*, 37(4), 685–705.

Marks, G., & Hooghe, L. (2004). Contrasting visions of multi-level governance. In I. Bache & M. Flinders (Eds.), *Multi-Level Governance* (pp. 15–30). Oxford University Press.

Mback, C. N. (2003). Démocratisation et décentralisation. Genèse et dynamiques comparées des processus de décentralisation en Afrique subsaharienne. PDM/Karthala.

Ostrom, E. (1996). Crossing the great divide: Coproduction, synergy, and development. *World Development*, 24(6), 1073–1087.

Pelser, E. (2002). Learning to be lost: Youth crime in South Africa. Discussion Paper for the Violence and Transition Project, Centre for the Study of Violence and Reconciliation.

Rader, N. E. (2004). The threat of victimization: A theoretical reconceptualization of fear of crime. *Sociological Spectrum*, 24(6), 689–704.

Salamon, L. M. (2002). *The Tools of Government: A Guide to the New Governance*. Oxford University Press.

Sherman, L. W., Gartin, P. R., & Buerger, M. E. (1989). Hot spots of predatory crime: Routine activities and the criminology of place. *Criminology*, 27(1), 27–56.

Sherman, L. W., Gottfredson, D. C., MacKenzie, D. L., Eck, J., Reuter, P., & Bushway, S. (1998). *Preventing Crime: What Works, What Doesn't, What's Promising*. U.S. Department of Justice.

- Tilley, N. (2009). *Crime Prevention*. Willan Publishing.
- Van Dijk, J., van Kesteren, J., & Smit, P. (2008). *Criminal Victimization in International Perspective: Key Findings from the 2004-2005 ICVS and EU ICS*. WODC.
- Weber, M. (1919). *Le savant et le politique*. Trad. française, La Découverte, 2003.
- Weisburd, D., & Eck, J. E. (2004). What can police do to reduce crime, disorder, and fear? *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 593(1), 42–65.
- Wilson, J. Q., & Kelling, G. L. (1982). Broken windows: The police and neighborhood safety. *The Atlantic Monthly*, 249(3), 29–38.